L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue du Quartier, No 10. NOUVELLE-ORLÉANS, MERCREDI MATIN, 30 AVRIL 1873. Onzième Année—Vol. XLV.

Le Discours de M. Thiers.

Les dépêches contradictoires que le câble nous a transmises, ces jours derniers, sur les résolutions prises par l'Assemblée nationale à Versailles, dans la séance du 24 courant, nous laissaient dans l'incertitude la plus complète. Une nouvelle agression contre le Président de la République, de la part de ses ennemis politiques, paraissait imminente, et l'on pouvait s'attendre à tout, de la part de ces derniers, dans leur désespoir de voir échouer leurs projets de restauration monarchique. Mais, grâce à la fermeté et à la modération du chef du pouvoir exécutif, et à la sagesse de la majorité de l'Assemblée, qui a su résister aux entraînements d'une minorité turbulente, et qui a compris que le moment n'était pas encore venu pour elle de renverser le gouvernement établi, sans exposer le pays à de nouvelles commotions, qui auraient pu devenir désastreuses, la crise a été conjurée, et le calme paraît devoir être rétabli pour quelque temps encore.

D'après les télégrammes reçus, le gouvernement de M. de Broglie, ou plutôt, le gouvernement de M. de Fourtou, ou plus encore, le gouvernement de M. de Cissey, le ministre de la guerre, qui est le véritable dictateur de la France, ne paraît pas avoir été soutenu par la majorité de l'Assemblée, dans la proposition qu'il a faite, de déclarer que le pouvoir exécutif ne pouvait pas être mis en accusation pour les actes accomplis par lui, depuis le 24 mai 1873, jusqu'à la date de la promulgation des lois constitutionnelles. Cette proposition, qui a été faite par M. Ernoul, a été rejetée par 360 voix contre 317. Elle a été appuyée par M. Batbie, qui a déclaré que le pouvoir exécutif ne pouvait pas être mis en accusation, parce qu'il était irresponsable, et que, s'il était mis en accusation, il ne pourrait pas se défendre, parce qu'il ne pourrait pas être entendu devant la Haute Cour, qui doit le juger. Cette déclaration a été vivement combattue par M. Dufaure, qui a soutenu que le pouvoir exécutif était responsable devant la Haute Cour, et qu'il pouvait être mis en accusation, comme tout autre citoyen, pour les actes qu'il avait commis, en violation des lois. Il a ajouté que, si le pouvoir exécutif était irresponsable, il ne pourrait pas être jugé, et que, s'il ne pouvait pas être jugé, il ne pourrait pas être condamné, et que, s'il ne pouvait pas être condamné, il ne pourrait pas être déchu de ses fonctions, et que, s'il ne pouvait pas être déchu de ses fonctions, il ne pourrait pas être remplacé, et que, s'il ne pouvait pas être remplacé, il ne pourrait pas être forcé de remettre le pouvoir entre les mains de ses successeurs, et que, par conséquent, il pourrait rester indéfiniment au pouvoir, malgré la volonté de la nation, ce qui serait absurde. Cette déclaration a été appuyée par M. Casimir Périer, qui a déclaré que, si le pouvoir exécutif était irresponsable, il ne pourrait pas être mis en accusation, parce qu'il ne pourrait pas être jugé, et que, s'il ne pouvait pas être jugé, il ne pourrait pas être condamné, et que, s'il ne pouvait pas être condamné, il ne pourrait pas être déchu de ses fonctions, et que, s'il ne pouvait pas être déchu de ses fonctions, il ne pourrait pas être remplacé, et que, s'il ne pouvait pas être remplacé, il ne pourrait pas être forcé de remettre le pouvoir entre les mains de ses successeurs, et que, par conséquent, il pourrait rester indéfiniment au pouvoir, malgré la volonté de la nation, ce qui serait absurde. Cette déclaration a été appuyée par M. Casimir Périer, qui a déclaré que, si le pouvoir exécutif était irresponsable, il ne pourrait pas être mis en accusation, parce qu'il ne pourrait pas être jugé, et que, s'il ne pouvait pas être jugé, il ne pourrait pas être condamné, et que, s'il ne pouvait pas être condamné, il ne pourrait pas être déchu de ses fonctions, et que, s'il ne pouvait pas être déchu de ses fonctions, il ne pourrait pas être remplacé, et que, s'il ne pouvait pas être remplacé, il ne pourrait pas être forcé de remettre le pouvoir entre les mains de ses successeurs, et que, par conséquent, il pourrait rester indéfiniment au pouvoir, malgré la volonté de la nation, ce qui serait absurde.

Le discours de M. Thiers, qui a été lu à la tribune par M. Jules Simon, a été écouté avec une attention profonde, et a produit une impression considérable. Il a été applaudi par la gauche et par le centre gauche, et il a été accueilli par le silence de la droite et du centre droit. Il a été publié dans le journal officiel de Versailles, et il a été reproduit par la presse républicaine de Paris, qui le considère comme un véritable manifeste politique, qui doit servir de règle de conduite à la majorité de l'Assemblée nationale, et au gouvernement de M. de Broglie. Il a été également publié par la presse légitimiste, qui le considère comme un acte de faiblesse, qui ne peut que nuire à la cause de la restauration monarchique, et qui a été accueilli par elle avec une profonde douleur. Il a été aussi publié par la presse orléaniste, qui le considère comme un acte de sagesse, qui ne peut que contribuer à la consolidation du gouvernement établi, et à la pacification du pays. Il a été enfin publié par la presse bonapartiste, qui le considère comme un acte de trahison, qui ne peut que favoriser les projets des républicains, et qui ne peut que nuire à la cause de l'Empire. Il a été également publié par la presse républicaine, qui le considère comme un acte de sagesse, qui ne peut que contribuer à la consolidation du gouvernement établi, et à la pacification du pays. Il a été également publié par la presse légitimiste, qui le considère comme un acte de faiblesse, qui ne peut que nuire à la cause de la restauration monarchique, et qui a été accueilli par elle avec une profonde douleur. Il a été aussi publié par la presse orléaniste, qui le considère comme un acte de sagesse, qui ne peut que contribuer à la consolidation du gouvernement établi, et à la pacification du pays. Il a été également publié par la presse bonapartiste, qui le considère comme un acte de trahison, qui ne peut que favoriser les projets des républicains, et qui ne peut que nuire à la cause de l'Empire. Il a été également publié par la presse républicaine, qui le considère comme un acte de sagesse, qui ne peut que contribuer à la consolidation du gouvernement établi, et à la pacification du pays.

Le Times et la Démocratie.

Il est démontré pour quiconque a suivi la conduite du *Times* depuis trois ans, que ce journal a toujours soutenu, ouvertement ou secrètement, la cause du gouverneur Warmoth. Le *Times* se vante de appartenir à aucun parti, cela est vrai, la cause de Warmoth n'est pas celle du parti. Le *Times* a été un fidèle serviteur de ces astucieux politique qui cherche à mettre en pratique la maxime "Diviser pour régner." Après avoir prêché la division du vieux parti, il y a deux ans, après avoir joué un rôle équivoque à côté des réformistes, quand il n'a pas osé encourager ouvertement leur cause contre lui sont basées sur des faits ou de tous ceux qui ont suivi les événements politiques à la Nouvelle-Orléans.

Il a d'autre calomnieateur ici que le *Times*, quand il cherche à faire croire que les anglo-saxons les démocrates honnêtes de la Convention dans la bâtisse que nous jetons aux Tom Green Dawson et aux rouéraut du même calibre. Il faut que le *Times* considère que la cause de Warmoth soit bien impopulaire qu'il se défende avec tant d'énergie (ravaillé). Le *Times* avoue donc que c'est un acte de trahison et une honte de faire alliance avec le gouverneur, qu'il qualifie de calomnie l'assertion que cette alliance a été contractée dans l'intérêt du gouverneur. Mais alors que doivent penser les partisans de Warmoth que ce journal prétend défendre, d'une pareille appréciation de leur conduite. C'est un vétéran payé d'ours que ce mot de calomnie qu'en dit le propriétaire du *Times* ! Voici donc choses l'une : on le *Times* est opposé à une alliance avec Warmoth, et il a dû faire chorus avec l'*Abeille*; ou est secrètement partisan de cette alliance, et alors, il est bien maladroit en disant que la calomnie les gens parce qu'on prétend qu'ils sont favorables à cette alliance. L'idée de calomnie implique l'imputation d'un crime ou d'un méfait.

Pour nous, nous l'avons dit et nous le répétons : le parti qui s'alliera avec Warmoth se ruinera moralement et s'aliénera l'opinion publique. Nous considérons comme impossible l'hypothèse d'une telle alliance, mais si, par extraordinaire, elle était à se réaliser, on verrait lequel du *Times* ou de l'*Abeille* ferait preuve d'indépendance en cette occasion.

Nous sommes donc nous voyons à suivre l'organisation démocratique dans la voie d'honneur, du sacrifice et de l'honneur, sans peut disposés sommes-nous à la suivre dans celle des compromis honteux ou dans celle d'une alliance qui ne pourrait aboutir qu'à une défaite dégradante et désastreuse dans ses résultats.

THÉATRES.

AMERICAN, Samedi :

Le soir, Robert le Diable.

ACADÉMIE — A midi et le soir, Black Creek.

CHARLES — A midi et le soir, Chauncey Wold.

VARIÉTÉS — A midi, Hamlet ; le soir Marble Heart.

Le Times et la Démocratie.

Il est démontré pour quiconque a suivi la conduite du *Times* depuis trois ans, que ce journal a toujours soutenu, ouvertement ou secrètement, la cause du gouverneur Warmoth. Le *Times* se vante de appartenir à aucun parti, cela est vrai, mais la cause de Warmoth n'est pas celle du parti. Le *Times* a été un fidèle serviteur de ces astucieux politique qui cherche à mettre en pratique la maxime "Diviser pour régner." Après avoir prêché la division du vieux parti, il y a deux ans, après avoir joué un rôle équivoque à côté des réformistes, quand il n'a pas osé encourager ouvertement leur cause contre lui sont basées sur des faits ou de tous ceux qui ont suivi les événements politiques à la Nouvelle-Orléans.

Il a d'autre calomnieateur ici que le *Times*, quand il cherche à faire croire que les anglo-saxons les démocrates honnêtes de la Convention de la bâtisse que nous jetons aux Tom Green Dawson et aux rouéraut du même calibre. Il faut que le *Times* considère que la cause de Warmoth soit bien impopulaire qu'il se défende avec tant d'énergie (ravaillé). Le *Times* avoue donc que c'est un acte de trahison et une honte de faire alliance avec le gouverneur, qu'il qualifie de calomnie l'assertion que cette alliance a été contractée dans l'intérêt du gouverneur. Mais alors que doivent penser les partisans de Warmoth que ce journal prétend défendre, d'une pareille appréciation de leur conduite. C'est un vétéran payé d'ours que ce mot de calomnie qu'en dit le propriétaire du *Times* ! Voici donc choses l'une : on le *Times* est opposé à une alliance avec Warmoth, et il a dû faire chorus avec l'*Abeille*; ou est secrètement partisan de cette alliance, et alors, il est bien maladroit en disant que la calomnie les gens parce qu'on prétend qu'ils sont favorables à cette alliance. L'idée de calomnie implique l'imputation d'un crime ou d'un méfait.

Pour nous, nous l'avons dit et nous le répétons : le parti qui s'alliera avec Warmoth se ruinera moralement et s'aliénera l'opinion publique. Nous considérons comme impossible l'hypothèse d'une telle alliance, mais si, par extraordinaire, elle était à se réaliser, on verrait lequel du *Times* ou de l'*Abeille* ferait preuve d'indépendance en cette occasion.

Nous sommes donc nous voyons à suivre l'organisation démocratique dans la voie d'honneur, du sacrifice et de l'honneur, sans peut disposés sommes-nous à la suivre dans celle des compromis honteux ou dans celle d'une alliance qui ne pourrait aboutir qu'à une défaite dégradante et désastreuse dans ses résultats.

GRAND CONCERT.—Les artistes de l'Opéra donneront demain, à midi, dans le Foyer du Théâtre, un concert au bénéfice de M. Camagna, puisque en homme de mérite. M. Camagna est connu des habitués de l'Opéra, qui ont chaque jour, l'occasion d'apprécier son zèle et sa parfaite obligeance. Aussi, nous ne pensons certain, un forcé-là un plaisir de répondre à l'appel que nous leur adressons aujourd'hui en faveur d'un employé, qui dans l'exercice de ses modestes mais utiles fonctions n'a pas acquis l'indifférence, ni celle qui est passant de coutumière.

FOIRE AU PROFIT DES ORPHELINES.—La clôture de la Foire au profit de l'Asile des orphelines de St-Joseph, qui se tient en ce moment à la Loge de la Parfaite Union, rue des Remparts, est définitivement fixée à dimanche prochain, 24 du courant. Nous regrettons d'apprendre que le résultat n'a pas répondu à l'attente des dames patronesses dont les persévérants efforts et Padmirable dévouement n'ont pu triompher de ce sentiment d'inertie qui semble dominer notre public. Elles auront néanmoins rempli leur devoir jusqu'au bout. Les objets dont se compose la Tombola seront transportés au couvent de St-Joseph, au coin des rues Galvez et St-Philippe, où le tirage aura lieu prochainement. Quand le jour aura été fixé, nous le ferons connaître à nos lecteurs.

Nous remercions bien sincèrement Mme Jaquet du gracieux envoi qu'elle nous a adressé.

SALLE DE L'OPÉRA.—BÉNÉFICE DE MME DURAND, LUNDI, 28 Avril.

☞ On ne peut songer à acheter un machine à coudre, sans faire un examen ttentif de la machine "Domestic," 102 rue du Canal, chez M. S. Hedricks.

Convention Démocratique d'Etat.

La Convention se réunit à onze heures sous la présidence de M. Alex. De Clouet.

Sur motion de M. Mosiaich l'assemblée procède à l'élection d'un président permanent. M. Head, de la paroisse Bienville, est élu par 194 votes 1/4 contre 74 1/2 donnés à M. Pugh.

En prenant place au fauteuil M. Head prononce quelques paroles de circonstance, et, sur sa suggestion, l'assemblée adopte les règlements de la Législature de 1857.

M. W. W. Pugh, d'Assomption, est élu premier vice-président et M. T. B. Tompkins, de la paroisse Union, second vice-président. MM. Oscar Arroyo et A. J. Lewis sont maintenus comme secrétaires.

Des remerciements sont votés au général De Clouet pour la manière habilement impartiale dont il a rempli les fonctions de président provisoire et Lewis invité à siéger sur l'estrade à côté des membres du bureau.

M. Ganthreaux présente la résolution suivante :

"Résolu que cette Convention ne croit pas et ne peut pas admettre que Thomas Green Davidson soit élu et envoyé ici pour représenter les véritables démocrates de Livingston, et que si des démocrates ont réellement voté pour lui, c'est qu'ils n'ont pas connu le fait que le dit T. G. Davidson a trahi le parti démocrate et ses principes, par sa conduite infâme comme membre de la Chambre des Représentants, pendant sa dernière session."

Il est de plus résolu que, comme le dit T. G. Davidson a été chassé du parti, il ne peut être admis à prendre part aux nominations qui concernent le peuple de tout l'Etat, et qu'il ne peut être membre de cette Convention, et qu'il est, en conséquence, déclaré exclu de ce corps.

Une motion d'adopter la résolution est secondée par M. McCaleb. M. Gauthreaux soutient la résolution. La seule objection sérieuse qu'il ait entendue est que, si M. Davidson est exclu, la paroisse Livingston sera perdue pour le parti démocrate à la prochaine élection. Cela peut être vrai, mais il est également vrai que si M. Davidson reste dans la Convention, le parti perdra dix fois autant de votes que la paroisse Livingston peut lui en donner.

Le gouverneur Hyams fait observer que, si odieuse qu'ait été la conduite de M. Davidson, elle quelque blâme qu'il ait mérité, il ne peut donner sa sanction à une mesure si peu démocratique que celle de l'exclusion d'une paroisse. Il fait la motion de déposer la résolution, et la motion est adoptée par 163 1/2 votes contre 147.

M. Carleton Hunt propose la résolution suivante :

"Résolu que cette Convention est d'avis que le gouverneur Warmoth est indigne du respect et de la confiance du peuple, et que toute connexion politique avec lui serait déshonorante et nuisible aux intérêts de la Louisiane."

M. Hunt dit que l'adoption de cette résolution assurera le respect et la confiance du public et que cette adoption est nécessaire pour placer la Convention dans une position qui ne permette pas de se méprendre sur le vote présidant.

L'hon. Michael Ryan, de Rapides, s'oppose à la résolution qu'il trouve inopportune. Qu'est-ce que la Convention a à faire avec le gouverneur Warmoth ou avec tout autre individu. M. Ryan dit qu'il recevra le secours de n'importe qui. Faites vos nominations et ne dites à personne, pas même au diable qu'il ne doit pas les soutenir.

M. McCaleb n'est pas de l'avis de M. Ryan, il ne veut pas de coalition, ouverte ou déguisée, expulsez du républicains avec H. C. Warmoth. Ce n'est pas seulement parce que cette coalition serait immorale, c'est parce qu'elle assurerait la défaite.

Ce sont les actes de ces mêmes gens qui ont occasionné la réunion de cette convention, et il convient à cette assemblée de ne laisser dans l'esprit du peuple aucun doute sur le fait qu'il ne saurait y avoir d'union du parti avec les canailles et les voleurs qui ont possession du gouvernement d'Etat. Quelle confiance pourrait avoir en un homme qui a trahi ses intérêts de l'Etat et de son propre parti ?

Un membre. — Que pensez-vous de Grant ?

M. McCaleb.—Je suis disposé à le mettre dans la même résolution. Je ne veux de coalition ni avec Grant ni avec Warmoth.

Le gouverneur Hyams regrette que le public et la Convention aient des idées si confuses sur ce sujet. La presse — et tout le monde sait combien elle est généralement vénale exposée dans quelques occasions — a induit le peuple en erreur. Tout avocate éminente, en donnant leur avis au souverain sur la manière d'instaurer des Cours vénales, est aussi trompé le peuple. Un journal voulait une coalition avec Grant. Le parti démocrate, dit l'orateur, ne veut de coalition avec personne qui ne suit ce en fait politique. La résolution n'aurait pas de force présentée, mais pourquelle l'a été, elle doit passer, autrement l'esprit public serait encore plus dans la confusion.

M. McClon soutient la résolution et dit qu'il ne voit rien à craindre à faire Warmoth. S'il était forcé de choisir, il préférait Grant.

M. Tucker fait la motion de renvoyer la résolution au comité des résolutions.

M. Ryan parle de nouveau contre la résolution et il exprime avec dédain contre l'idée que la Convention puisse être influencée par les opinions des journalistes qui, dit-il, prennent un "toddy" et vont ensuite gratifier un article. Il propose de déposer la résolution.

M. Tucker dit qu'agir ainsi serait un suicide politique.

M. Kidd, de la paroisse Jackson, présente un substitut pour déclarer que la convention ne sera ni approuvée ni influencée par aucun homme, et qu'elle n'aura d'autre guide que l'intérêt de l'Etat.

Le président déclare que la résolution n'est pas à l'ordre.

Un nouveau process d'amender la résolution de M. Hunt en y ajoutant les noms de Warmoth, Grant et la motion de la soustraire.

M. Hunt déclare qu'il n'est pas l'ami politique de Grant, mais qu'il regrette de voir M. Caleb-si sérieusement s'offusquer de celui de Warmoth. L'Assemblée, dit-il, n'aurait supposé qu'un vote de la Convention pût être influencé par les journaux. Il publiquement déclaré que ni lui ni ses amis ne se prêteront à aucune combinaison de chaque parti ou de personnes. Il ne veut pas de coalition avec Warmoth ou avec Grant. Il ne veut pas de coalition avec Warmoth ou avec Grant. Il ne veut pas de coalition avec Warmoth ou avec Grant